

Terence GARCIA
CYBERSUNSET
19 av du rayon vert
64600 Anglet

Wilfried JACQUARD
SKYNET & GEMINAS
16 rue Maréchal Foch
13600 La Ciotat

Anglet, le 6 juillet 2007

Objet : Témoignage

Je soussigné Terence GARCIA, gérant de Cybercafé à Anglet (64) atteste sur l'honneur de la véracité des faits décrits ci-après.

Lors du montage de mon projet de création d'entreprise, je me suis rendu à l'antenne SACEM de Biarritz (3 avenue de la Marne) au début du mois de décembre 2006, afin d'y recueillir des informations relatives aux droits dûs par les commerçants pour la diffusion de musique au sein d'un établissement recevant du public.

J'ai été reçu dans le bureau du responsable, qui m'a expliqué que des dispositions nouvelles seraient en vigueur dès janvier 2007, durcissant ainsi les droits exigibles auprès des établissements de type « cybercafé ». Il m'a affirmé que la législation en vigueur impose aux cybercafés l'acquiescement de 3 catégories de droits liés à la diffusion de musique :

- **Sonorisation générale du magasin** : le tarif annoncé est de 16,26€ HT/poste/an. Ce tarif étant soumis à une TVA de 6,5%.
- **L'utilisation potentielle d'un contenu audio via internet** de façon individuelle par le client : la Sacem demande par anticipation 2% des recettes, avec un minimum de 250€ HT/an (de 1 à 10 postes) ou 488€ HT/an (de 11 à 20 postes).
- **Rémunération équitable des artistes** (ASPRES) : cette dernière catégorie vient majorer de +18% l'ensemble des droits dûs au titre des deux premières catégories, avec un minimum de 24,44€ HT/an

Par ailleurs, je tiens à préciser que le Responsable de cette antenne SACEM m'a admis qu'il tolère l'utilisation de copies musicales non autorisées de type mp3, à partir de l'instant où l'on s'acquiesce des droits exigés.

Un mois et demi plus tard, j'ai reçu la visite d'un Contrôleur Sacem qui m'a détaillé à son tour ce nouveau barème spécifique à l'activité cybercafé (copie ci-jointe de la note manuscrite qu'il m'a laissée).

PS : J'accepte que le présent témoignage soit utilisé de façon nominative pour étayer une éventuelle démarche juridique contre la Sacem.

Terence GARCIA